

Autogestion généralisée de la vie

Sergio Ghirardi

Raoul Vanegeim



Avis aux civilisés
relativement
à l'autogestion généralisée

Quelques remarques actuelles

Entre la fin d'un monde et
le commencement d'une époque

Pas de béton, des jardins !

Mais Où Comment

Juin 2012

Prix
indicatif
2 €

Autogestion généralisée de la vie quotidienne

A la source de l'idée d'autogestion généralisée de la vie quotidienne

A des années lumière du militantisme politique traditionnel qui balançait entre christianisme et léninisme, entre créativité domestique et grégarisme fanatique, le mouvement situationniste (1957-1972) s'est chargé pendant quelques décennies d'indiquer la voie d'un renversement de perspective radical face à une société capitaliste parvenue au stade spectaculaire marchand.

En dénonçant la société du spectacle et en revendiquant l'autogestion généralisée de la vie quotidienne, la théorie situationniste est restée, néanmoins, aussi scandaleuse qu'inaccessible à la pratique d'une morale militante symétrique à l'immoralité économiste largement répandue. En fait, si les situationnistes ont influencé considérablement le climat culturel de leur époque, leur critique radicale n'est pas devenue une pratique collective capable de déclencher la fête révolutionnaire d'une société aspirant au bonheur.

Les « événements de mai 68 » (ainsi dénomme-t-on la première révolte internationale contre le spectacle de la marchandise et la civilisation productiviste) ont été marqués par les prémices d'une volonté de démocratie directe qui prévoit l'abolition de la démocratie spectaculaire à la botte d'une économie politique devenue totalitaire.

Aujourd'hui encore, face à l'ampleur du désastre, on imagine et on souhaite fréquemment la fin de la société dominante et l'abrogation d'un totalitarisme économiste omniprésent. Néanmoins, une grande partie de cette dissension n'a jamais pu se désintoxiquer véritablement de la propagande du système dominant ni s'émanciper des idéologies qui, pendant un siècle ou presque, ont embrigadé le prolétariat en le faisant marcher au pas contre-révolutionnaire d'un exécrationnel capitalisme d'Etat, alter ego du capitalisme libéral.

Le dogme idéologique marxiste-léniniste de la centralité ouvrière a encouragé la sacralisation du travail salarié, autour duquel non seulement se structurait la société dominante, mais se fondait aussi le renouvellement socialiste autour d'une dictature du prolétariat envisagée par les idéologues d'un rêve utopique transformé en cauchemar autoritaire.

Dans une confusion idéologique douteuse entre l'arme de la critique et la critique des armes, la révolution continua de s'afficher, de façon impérialiste, au bout du fusil, comme une vengeance, et non pas comme un dépassement au nom du bonheur.

Les démagogues n'ayant pas arrêté de sévir, la révolution a toujours été conçue comme un sacrifice impliquant un bain de sang, comme un devoir moral auquel obtempérer et, à fortiori, comme une tâche pénible à accomplir.

La tendance confirmée des hommes de pouvoir des démocraties spectaculaires à tirer sur les foules des manifestants désarmés sans vergogne ni excuse, comme au temps des premières révoltes paysannes et ouvrières, favorise cette lecture apocalyptique et sadomasochiste du changement social. Ainsi, aujourd'hui encore, l'imaginaire des sujets a bien du mal à s'approprier la sensibilité fouriériste que les situationnistes s'efforcèrent aussi joyeusement que rageusement de remettre au goût de leur jour.

La révolution sera une fête, ou elle ne sera pas !

Dans le n° 12 de la revue *Internationale situationniste*, publiée en septembre 1969, le thème de l'autogestion généralisée de la vie vient au cœur du débat.

Sous l'emprise puissante et euphorique des « événements » de Mai 68 auxquels ce numéro est dédié, émerge le projet du renversement de perspective de la vie sociale que les situationnistes soutenaient en opposition à la société du *spectacle diffus* du capitalisme libéral autant qu'à celle du *spectacle concentré* du capitalisme d'Etat soi-disant communiste.

Il faut considérer que ceux qui se rencontrèrent pendant le mouvement des occupations et formèrent le Groupe des Enragés n'avaient pas d'idée d'agitation préconçue.

L'action des situationnistes à la Sorbonne peut être résumée par cette seule formule : « *tout le pouvoir à l'assemblée générale* ». Pendant toute la durée des émeutes, les situationnistes rappelèrent constamment le principe de la démocratie directe en dénonçant d'une façon ininterrompue récupérateurs et

bureaucrates, car ils envisageaient la formation d'organisations conseillistes se fédérant sur la seule base de la démocratie totale et de la critique totale.

« La prochaine révolution ne reconnaîtra comme Conseils que les assemblées générales souveraines de la base, dans les entreprises et dans les quartiers : et leurs délégués toujours révocables dépendant d'elles seules. Une organisation conseilliste ne défendra jamais d'autre but : il lui faut traduire en actes une dialectique qui dépasse les termes figés et unilatéraux du spontanéisme et de l'organisation ouvertement ou sournoisement bureaucratisée. Pour marcher vers la révolution des Conseils elle ne doit pas se disperser après le moment de la lutte déclarée ni s'institutionnaliser. »
(Extrait de : *I. S. n° 12 page 32*)

Après un long article de René Riesel relatif aux préliminaires sur les conseils et l'organisation conseilliste (page 64-73), deux écrits ponctuels se chargent - dans ce dernier numéro de l'Internationale situationniste - de faire le point radical sur l'autogestion généralisée et sur la question de l'organisation qui en prépare le terrain.

La question de l'organisation pour l'I. S. était analysée par Guy Debord (page 112-114), la question cruciale de l'autogestion généralisée par Raoul Vaneigem (page 74-79) dans l'article : « *Avis aux civilisés relativement à l'autogestion généralisée* ».

Voici la reproduction intégrale de l'écrit de Raoul Vaneigem de septembre '69 :

AVIS AUX CIVILISES RELATIVEMENT A L'AUTOGESTION GÉNÉRALISÉE

« Ne sacrifiez point le bien présent au bien à venir. Jouissez du moment, évitez toute association de mariage ou d'intérêt qui ne contenterait pas vos passions dès l'instant même. Pourquoi travailleriez-vous pour le bien à venir, puisqu'il surpassera vos vœux, et que vous n'aurez dans l'ordre combiné

qu'un seul déplaisir, ce sera de ne pouvoir doubler la longueur des jours, afin de suffire au cercle immense des jouissances que vous aurez à parcourir ? »

Charles Fourier, *Avis aux civilisés relativement à la prochaine métamorphose sociale*.

1 Dans son inachèvement, le mouvement des occupations a vulgarisé de façon confuse la nécessité d'un dépassement. L'imminence d'un bouleversement total, ressentie par tous, doit maintenant découvrir sa pratique : le passage à l'autogestion généralisée par l'instauration des conseils ouvriers. La ligne d'arrivée, où l'élan révolutionnaire a porté la conscience, va désormais devenir une ligne de départ.

2 L'histoire répond aujourd'hui à la question posée par Lloyd George aux travailleurs, et reprise en chœur par les serviteurs du vieux monde : «Vous voulez détruire notre organisation sociale, que mettez-vous à sa place?» Nous connaissons la réponse grâce à la profusion de petits Lloyd George, qui défendent la dictature étatique d'un prolétariat de leur choix, et attendent que la classe ouvrière s'organise en conseils pour la dissoudre et en élire une autre.

3 Chaque fois que le prolétariat prend le risque de changer le monde, il retrouve la mémoire globale de l'histoire. L'instauration d'une société des conseils - jusqu'ici confondue avec l'histoire de son écrasement à différentes époques - dévoile la réalité de ses possibilités passées à travers la possibilité de sa réalisation immédiate. L'évidence en est apparue à tous les travailleurs depuis qu'en mai le stalinisme et ses résidus trotskistes ont montré, par leur faiblesse agressive, leur impuissance à écraser un éventuel mouvement des conseils et, par leur force d'inertie, leur aptitude à en freiner encore l'apparition. Sans se manifester vraiment, le mouvement des conseils s'est trouvé présent dans un arc de rigueur théorique jaillissant de deux pôles contradictoires : la logique interne des occupations et la logique répressive des partis et des syndicats. Ceux qui confondent encore Lénine et « que faire? » ne font que s'aménager une poubelle.

4 Le refus de toute organisation qui ne soit pas l'émanation directe du prolétariat se niant comme prolétariat a été ressenti par beaucoup, inséparablement de la possibilité enfin réalisable d'une vie quotidienne sans temps morts. La notion de

conseils ouvriers fonde, en ce sens, le premier principe de l'autogestion généralisée.

5 Mai a marqué une phase essentielle de la longue révolution : l'histoire individuelle de millions d'hommes, chaque jour à la recherche d'une vie authentique, rejoignant le mouvement historique du prolétariat en lutte contre l'ensemble des aliénations. Cette unité d'action spontanée, qui fut le moteur passionnel du mouvement des occupations, ne peut développer qu'unitairement sa théorie et sa pratique. Ce qui fut dans tous les coeurs va passer dans toutes les têtes. D'avoir éprouvé qu'ils «ne pourraient plus vivre comme avant, même pas un peu mieux qu'avant », beaucoup inclinent à prolonger le souvenir d'une part de vie exemplaire, et l'espoir, un instant vécu, d'un grand possible, en une ligne de force à laquelle il ne manque, pour devenir révolutionnaire, qu'une lucidité plus grande sur la *construction historique des rapports individuels libres*, sur l'autogestion généralisée.

6 Seul le prolétariat précise, en se niant, le projet d'autogestion généralisée, parce qu'il le porte en lui objectivement et subjectivement. C'est pourquoi les premières précisions viendront de l'unité de son combat dans la vie quotidienne et sur le front de l'histoire ; et de la conscience que toutes les revendications sont réalisables dans l'immédiat, mais par lui seul. C'est en ce sens que l'importance d'une organisation révolutionnaire doit désormais s'estimer à sa capacité de hâter sa disparition dans la réalité de la société des conseils.

7 Les conseils ouvriers constituent un type nouveau d'organisation sociale, par lequel le prolétariat met fin à la prolétarisation de l'ensemble des hommes. L'autogestion généralisée n'est que la totalité selon laquelle les conseils inaugurent un style de vie fondé sur l'émancipation permanente individuelle et collective, unitairement.

8 De ce qui précède à ce qui suit, il est clair que le projet d'autogestion généralisée exige autant de précisions qu'il y a de désirs en chaque révolutionnaire, et autant de révolutionnaires qu'il y a de gens insatisfaits de leur vie quotidienne. La société spectaculaire marchande fonde les conditions répressives et - contradictoirement, dans le refus qu'elle suscite - la positivité de la subjectivité ; de même la formation des conseils, pareillement issue de la lutte contre l'oppression globale, fonde les conditions d'une réalisation permanente de la subjectivité, sans autre limite que sa propre impatience à faire l'histoire.

Ainsi l'autogestion généralisée se confond avec la capacité des conseils à réaliser historiquement l'imaginaire.

9 Hors de l'autogestion généralisée, les conseils ouvriers perdent leur signification. Il faut traiter en futur bureaucrate, donc sur-le-champ en ennemi, quiconque parle des conseils en termes d'organismes économiques ou sociaux, quiconque ne les place au centre de la révolution de la vie quotidienne avec la pratique que cela suppose.

10 C'est un des grands mérites de Fourier d'avoir montré qu'il faut réaliser sur-le-champ - et, pour nous, cela signifie dès le début de l'insurrection généralisée - les conditions objectives de l'émancipation individuelle. Pour tous, le début du moment révolutionnaire doit marquer une *hausse immédiate du plaisir de vivre*; l'entrée vécue et consciente dans la totalité.

11 La cadence accélérée à laquelle le réformisme laisse derrière lui des déjections, toutes aussi ridicules que gauchistes - la multiplication, dans la colique tricontinentale, des petits tas maoïstes, trotskistes, guévaristes - prouve à odeur de nez ce que la droite, et en particulier socialistes et staliniens, avait subodoré depuis longtemps : les revendications partielles contiennent *en soi* l'impossibilité d'un changement global. Mieux que de combattre un réformisme pour en cacher un autre la tentation de retourner la vieille ruse comme une peau de bureaucrate apparaît, par bien des aspects, comme une solution finale du problème des récupérateurs. Cela implique le recours à une stratégie qui déclenche l'embrasement général à la faveur de moments insurrectionnels de plus en plus rapprochés et à une tactique de progression qualitative où des actions, nécessairement partielles, contiennent toutes, comme condition nécessaire et suffisante, la liquidation du monde de la marchandise. Il est temps de commencer le *sabotage positif* de la société spectaculaire marchande. Tant que l'on gardera pour tactique de masse la loi du plaisir immédiat, il n'y aura pas lieu de s'inquiéter du résultat.

12 Il est facile, à seule fin d'exemple et d'émulation, d'évoquer ici quelques possibilités, dont la pratique des travailleurs libérés montrera vite l'insuffisance : en toute occasion - ouvertement dans la grève, plus ou moins clandestinement dans le travail - *inaugurer le règne de la gratuité* en offrant aux amis et aux révolutionnaires des produits usinés ou stockés, en fabriquant, des objets-cadeaux (émetteurs, jouets, armes, parures, machines à usages divers), en organisant, dans les grands magasins, des distributions « perlées » ou « sur le

tas » de marchandises ; *briser les lois de l'échange* et *amorcer la fin du salariat* en s'appropriant collectivement des produits du travail, en se servant collectivement des machines à des fins personnelles et révolutionnaires ; *déprécier la fonction de l'argent* en généralisant les grèves de paiements (loyer, impôts, achats à tempéraments, transports, etc.) ; *encourager la créativité de tous* en mettant en marche, même par intermittence mais sous seul contrôle ouvrier, des secteurs d'approvisionnement et de production, et en regardant l'expérience comme un exercice nécessairement hésitant et perfectible ; *liquider les hiérarchies et l'esprit de sacrifice*, en traitant les chefs patronaux et syndicaux comme ils le méritent, en refusant le militantisme ; *agir unitairement partout contre toutes les séparations* ; *extraire la théorie de toute pratique, et inversement* par la rédaction de tracts, d'affiches, de chansons, etc.

13 Le prolétariat a déjà montré qu'il saurait répondre à la complexité oppressive des Etats capitalistes et « socialistes » par la simplicité de l'organisation exercée *directement* par tous et pour tous. Les questions de survie ne se posent à notre époque qu'à la condition préalable de n'être jamais résolues ; au contraire, les problèmes de l'histoire à vivre se posent clairement à travers le projet des conseils ouvriers, à la fois comme positivité et comme négativité ; autrement dit, comme élément de base d'une société unitaire industrielle et passionnelle, et comme anti-Etat.

14 Parce qu'ils n'exercent aucun pouvoir séparé de la décision de leurs membres, les conseils ne tolèrent d'autre pouvoir que le leur. Encourager partout les manifestations d'anti-Etat ne peut donc se confondre avec la création anticipée de conseils, ainsi privés de pouvoir absolu sur leurs zones d'extension, séparés de l'autogestion généralisée, nécessairement vides de contenu et prêts à se farcir de toutes les idéologies. Les seules forces lucides qui puissent aujourd'hui répondre à l'histoire faite par l'histoire *à faire* seront les organisations révolutionnaires développant, dans le projet des conseils, une égale conscience de l'adversaire à combattre et des alliés à soutenir. Un aspect important d'une telle lutte s'annonce sous nos yeux avec l'apparition d'un *double pouvoir*. Dans les usines, les bureaux, les rues, les maisons, les casernes, les écoles, s'esquisse une réalité nouvelle, le mépris des chefs, sous quelque nom et dans quelque attitude qu'ils aboient. Il faut désormais que ce mépris atteigne son aboutissement logique en démontrant, par l'initiative concertée des travailleurs, que les dirigeants ne sont pas seulement méprisables, mais qu'ils sont inutiles, et qu'on peut, de leur point de vue même, les liquider impunément.

15 L'histoire récente ne va pas tarder à se manifester, dans la conscience des dirigeants comme dans celle des révolutionnaires, sous la forme d'une alternative qui les concerne les uns et les autres : l'autogestion généralisée ou le chaos insurrectionnel ; la nouvelle société d'abondance, ou la désagrégation sociale, le pillage, le terrorisme, la répression. La lutte dans le double pouvoir est déjà inséparable d'un tel choix, Notre cohérence exige que la paralysie et la destruction de tous les modes de gouvernement ne se distingue pas de la construction des conseils ; l'élémentaire prudence de l'adversaire devrait, en bonne logique, s'accommoder de ce qu'une organisation de nouveaux rapports quotidiens vînt empêcher l'extension de ce qu'un spécialiste de la police américaine appelle déjà «notre cauchemar», de petits commandos d'insurgés surgissant des bouches de métro, tirant des toits, usant de la mobilité et des ressources infinies de la guérilla urbaine pour abattre les policiers, liquider les serviteurs de l'autorité, susciter des émeutes, détruire l'économie. Mais nous n'avons pas à sauver les dirigeants malgré eux. Qu'il nous suffise de préparer les conseils et d'assurer leur autodéfense par tous les moyens. Lope de Véga montre, dans une de ses pièces, comment des villageois, excédés par les exactions d'un fonctionnaire royal, le mettent à mort et répondent tous aux magistrats chargés de découvrir le coupable, par le nom du village « Fuenteovejuna » La tactique « Fuenteovejuna », dont usent envers les ingénieurs mal avisés beaucoup de mineurs asturiens, a le défaut de s'apparenter trop au terrorisme et à la tradition du watrinage. L'autogestion généralisée sera notre «Fuenteovejuna ». Ce n'est plus assez qu'une action collective décourage la répression (que l'on juge de l'impuissance des forces de l'ordre si, lors des occupations, les employés d'une banque dilapidaient les fonds), il faut encore qu'elle encourage, dans le même mouvement, le progrès vers une cohérence révolutionnaire plus grande. Les conseils sont l'ordre face à la décomposition de l'Etat, contesté dans sa forme par la montée des nationalismes régionaux, et dans son principe par les revendications sociales. Aux questions qu'elle se pose, la police ne peut répondre qu'en estimant le nombre de ses morts. Seuls les conseils apportent une réponse définitive, Qu'est-ce qui empêche le pillage? L'organisation de la distribution et la fin de la marchandise. Qu'est-ce qui empêche le sabotage de la production? L'appropriation des machines par la créativité collective. Qu'est-ce qui empêche les explosions de colère et de violence ? La fin du prolétariat par la construction collective de la vie quotidienne. Il n'y a d'autre justification à notre lutte que la satisfaction immédiate de ce projet ; que ce qui nous satisfait immédiatement.

16 L'autogestion généralisée n'a, pour se soutenir, que l'essor de la liberté vécue par tous. C'est bien assez pour inférer des maintenant de la rigueur préalable à son élaboration. Une telle rigueur doit caractériser dès maintenant les organisations conseillistes révolutionnaires ; inversement, leur pratique contiendra déjà l'expérience de la démocratie directe. C'est ce qui va permettre de serrer de plus près certaines formules. Ainsi, un principe comme «l'assemblée générale est seule souveraine» signifie aussi que ce qui échappe au contrôle direct de l'assemblée autonome ressuscite en médiations toutes les variétés autonomes d'oppression. A travers ses représentants, c'est l'assemblée toute entière, avec ses tendances, qui doit être présente à l'instant de décider. Si la destruction de l'Etat interdit essentiellement que se répète la plaisanterie du Soviet Suprême, encore faut-il veiller à ce que la simplicité d'organisation garantisse l'impossibilité d'apparition d'une néo-bureaucratie. Or, précisément, la richesse des techniques de télécommunications, prétexte au maintien ou au retour des spécialistes, permet le contrôle permanent des délégués par la base, la confirmation, la correction ou le désaveu immédiat de leurs décisions à tous les niveaux, Téléx, ordinateurs, télévisions appartiennent donc de façon incessible aux assemblées de base. Ils réalisent, leur ubiquité. Dans la composition d'un conseil - on distinguera sans doute conseils locaux, urbains, régionaux, internationaux -, il sera bon que l'assemblée puisse élire et contrôler une *section d'équipement*, destinée à recueillir les demandes en fournitures, à dresser les possibilités de production, à coordonner ces deux secteurs ; une *section d'information*, chargée de maintenir une relation constante avec la vie des autres conseils ;une *section de coordination*, à qui il incombe, à mesure que les nécessités de la lutte le permettent, d'enrichir les rapports intersubjectifs, de radicaliser le projet fouriériste, de prendre en charge les demandes de satisfaction passionnelle, d'équiper les désirs individuels, d'offrir ce qui est nécessaire aux expérimentations et aux aventures, d'harmoniser les disponibilités ludiques de l'organisation des corvées (services de nettoyage, garde des enfants, éducation, concours de cuisine, etc.) ; une *section d'autodéfense*. Chaque section est responsable devant l'assemblée plénière ; les délégués, révocables et soumis au principe de rotation verticale et horizontale, se réunissent et présentent régulièrement leur rapport.

17 Au système logique de la marchandise, qu'entretient la pratique aliénée, doit répondre, avec la pratique immédiate qu'elle implique, la logique sociale des désirs. Les premières mesures révolutionnaires porteront nécessairement sur la diminution des heures de travail et sur la réduction la plus large du travail servitude. Les conseils auront intérêt à distinguer entre *secteurs prioritaires*

(alimentation, transports, télécommunications, métallurgie, constructions, habillement, électronique, imprimerie, armement, médecine, confort et, en général, l'équipement matériel nécessaire à la transformation permanente des conditions historiques), *secteurs de reconversion*, considérés par les travailleurs concernés comme détournables au profit des révolutionnaires, et *secteurs parasites*, dont les assemblées auront décidé la suppression pure et simple. Evidemment, les travailleurs des secteurs éliminés (administration, bureaux, industries du spectacle et de la marchandise pure) préféreront à 8 heures quotidiennes de présence dans un lieu de travail, 3 ou 4 heures par semaine d'un travail librement choisi par eux parmi les secteurs prioritaires. Les conseils expérimenteront des formes attractives de corvées, non pour en dissimuler le caractère pénible, mais pour le compenser par une organisation ludique et, autant que possible, pour les éliminer au profit de la créativité (selon le principe «travail non, jouissance oui»). A mesure que la transformation du monde s'identifiera avec la construction de la vie, le travail nécessaire disparaîtra dans le plaisir de l'Histoire pour soi.

18 Affirmer que l'organisation conseilliste de la distribution et de la production empêche le pillage et la destruction des machines et des stocks, c'est se placer encore dans la seule perspective de l'anti-Etat. Ce que le négatif conserve ici de séparations, les conseils, comme organisation de la société nouvelle, en viendront à bout par une *politique collective des désirs*. La fin du salariat est réalisable immédiatement, dès l'instauration des conseils, dès l'instant précis où la section «équipement et approvisionnement» de chaque conseil organisera la production et la distribution en fonction des souhaits de l'assemblée plénière. C'est alors qu'en hommage à la meilleure prédiction bolchevik, on pourra appeler «lénines» les pissotières en or et en argent massif.

19 L'autogestion généralisée implique l'extension des conseils. Au début, les zones de travail seront prises en charge par les travailleurs concernés, groupés en conseils. Pour débarrasser les premiers conseils de leur aspect corporatif, les travailleurs les ouvriront, aussi vite que possible, à leurs compagnes, aux gens du quartier, aux volontaires venus des secteurs parasites, en sorte qu'ils prennent rapidement la forme de conseils locaux, fragments de la Commune (soient des unités à peu près équivalentes numériquement, de 8 à 10 000 personnes?).

20 L'extension interne des conseils doit aller de pair avec leur extension géographique. Il faut veiller à la parfaite radicalité des zones libérées, sans

l'illusion de Fourier sur le caractère attractif des premières communes, mais sans sous-estimer la part de séduction que comporte, une fois débarrassée du mensonge, toute expérience d'émancipation authentique. L'autodéfense des conseils illustre ainsi la formule : « la vérité en armes est révolutionnaire ».

21 L'autogestion généralisée aura un jour prochain son *code des possibles*, destiné à liquider la législation répressive et son emprise millénaire. Peut-être apparaîtra-t-il dans le double pouvoir, avant que soient anéantis les appareils juridiques et les charognards de la pénalité. Les nouveaux droits de l'homme (droit pour chacun de vivre à sa guise, de bâtir sa maison, de participer à toutes les assemblées, de s'armer, de vivre en nomade, de publier ce qu'il pense - à chacun son journal mural -, d'aimer sans réserves ; droit de rencontre, droit à l'équipement matériel nécessaire à la réalisation de ses désirs, droit de créativité, droit de conquête sur la nature, fin du temps marchandise, fin de l'histoire *en soi*, réalisation de l'art et de l'imaginaire, etc.) attendent leurs anti-législateurs.

Raoul VANEIGEM.

Quelques remarques actuelles

(Le numéro renvoie au paragraphe en question)

Dans une perspective authentiquement subjective, l'autocritique de quelques erreurs idéologiques, liées à un monde révolu, peut contribuer à la cohérence intacte de la passion révolutionnaire.

Sur le bateau qui nous amenait à Thessalonique¹ pour y rencontrer des volontaires du projet d'une démocratie directe généralisée, Raoul Vaneigem a ainsi ajouté ces quelques notes critiques à ses propositions d'antan :

6- Il n'appartient pas à une organisation révolutionnaire de « hâter sa disparition dans la réalité de la société de conseils ». Ce sont les assemblées de démocratie directe qui aboliront toutes les « organisations révolutionnaires »

¹ La rencontre de Thessalonique du 8-9-10 septembre 2010 sur le thème de la démocratie directe s'est conclue par la diffusion d'un texte de Raoul Vaneigem dont le titre a été repris sur la banderole principale de la manifestation du 11 septembre pour une démocratie directe internationale : **L'Etat n'est plus rien, soyons tout**, Editions Rue des Cascades, Paris 2010.

dont les prétentions, avouées ou non, ont toujours été d'imposer leurs vues en faisant resurgir les vieux réflexes autoritaires.

10- A ne pas oublier l'importance pour l'autogestion généralisée de marquer une « hausse immédiate du plaisir de vivre ».

11- Ce point 11 contient une référence à la tactique et à la stratégie ; c'est une erreur que de raisonner en termes militaires, car toute idée de manipulation est incompatible avec l'autogestion généralisée.

14- Il s'agit moins de mépriser ou d'attaquer les dirigeants que de passer outre à leurs diktats.

15- Le paragraphe est marqué par un archaïsme que j'ai eu plus d'une fois l'occasion de révoquer : la lutte armée.

16- Pas d'accord avec le caractère mécanique des propositions ; Il en va de même pour les paragraphes 19 et 20 Il faut en finir avec les formules comme « la vérité en arme est révolutionnaire ». Seule la poésie de la vie quotidienne est révolutionnaire.

21- Une aberration : « droit de conquête sur la nature » .J'ai, depuis lors, montré que l'exploitation de la nature était inséparable de l'exploitation de l'homme par l'homme. Seule la nouvelle alliance avec la nature et sa gratuité peut fonder une société véritablement humaine.

Raoul Vaneigem

Entre la fin d'un monde et le commencement d'une époque

« Arnold Ruge écrivait à Marx en mars 1844 : *« Nous vivons assez pour voir une révolution politique ? Nous, les contemporains de ces Allemands ? Mon ami vous croyez ce que vous désirez »*.

Quatre ans plus tard cette révolution était là. »

Internationale situationniste n° 12, septembre 1969, page 3

En 1972, quatre années après Mai '68, Raoul Vaneigem avait synthétiquement et parfaitement photographié, d'un point de vue situationniste, le danger de récupération et de régression en marche :

« Belles âmes du langage dominant, c'est vous qui incitez au meurtre, à la haine, au pillage, à la guerre civile.

« Dans l'ombre du spectacle cruel et ridicule, surgit la guerre ancienne des pauvres contre les riches, qui est aujourd'hui, masquée et falsifiée par la réfraction idéologique, la guerre des pauvres qui veulent le rester et des pauvres qui veulent cesser de l'être.

« Si l'histoire devait tarder à prononcer, par la voix des prolétaires de l'anti-prolétariat, l'ordre de liquidation du système marchand, qu'ils sont capables d'exécuter, les formes anciennes de la violence légaliste et illégaliste unifieraient les deux camps dans la même et antagoniste autodestruction. Dans l'aile extrême du droitisme et dans le gauchisme situationnisé, le jeu terroriste l'emporte déjà comme pratique idéologique de la fin des idéologies. Si nous ne sauvons pas le ludique, il se sauvera contre nous. »²

Aujourd'hui, néanmoins, on ne peut que constater qu'un grand nombre d'individus n'arrive toujours pas à réaliser que la seule manière de racheter véritablement les exploités du travail salarié avec tous les damnés de la terre qui les accompagnent dans la soumission à l'aliénation de la société capitaliste planétaire, passe par la critique du travail, par une conception et une distribution nouvelle des richesses et par l'abandon d'une logique consumériste polluante et folle ; certainement pas par l'apologie sadomasochiste du travailleur et de son sacrifice intolérable, imposé par une surproduction capitaliste aussi inutile qu'insoutenable.

² *Terrorisme ou révolution*, préface à E. Courderoy, *Pour la révolution*, Champ Libre 1972, page 28.

Un nouveau prolétariat absolu est apparu, mais beaucoup de ceux qui avaient spontanément adhéré à l'esprit pratique de mai, n'ont pas osé, ou pas su, opérer la rupture avec les schémas politiques du passé. Beaucoup de ceux qui méprisaient idéologiquement les bureaucraties pseudo soviétiques, conçoivent toujours la politique comme une manipulation à imposer aux masses inconscientes de travailleurs. Tragique et impérissable actualité du stakhanovisme et de la personnalité autoritaire.

En se présentant en réformateur de l'idéologie révolutionnaire marxiste-léniniste qui avait irradié sur un demi siècle de luttes du prolétariat ses illusions autoritaires et son cynisme bureaucratique, le gauchisme *light* du révisionnisme communiste et celui apparemment *hard* des groupuscules extraparlimentaires, n'a été qu'un dernier alibi pour prolonger l'agonie d'une idéologie communiste que le sujet historique de mai, dans son euphorie, avait renvoyée à la poubelle de l'histoire comme un capitalisme d'Etat contre-révolutionnaire.

Avant que la chute du mur de Berlin et des équilibres capitalistes de Yalta n'obligent les metteurs en scène du spectacle social à transformer la guerre froide en guerre de religion et les Etats nationaux, libéraux ou ex-communistes, en bandes aussi mafieuses que les multinationales privées, l'idéologie communiste autoritaire a exprimé son extrémisme, non pas comme une maladie infantile, mais comme un dernier dérangement sénile conséquent à l'embourgeoisement progressif de la social-démocratie et du bolchevisme bureaucratique.

Se libérer de l'idéologie révolutionnaire était alors devenu pour les révolutionnaires les plus lucides la condition nécessaire, mais pas suffisante, pour que la révolution sociale puisse se manifester au-delà des compromis syndicaux et de la corruption politique. Une agitation nouvelle se présentait dans la vie quotidienne comme une autre manière de se confronter à l'histoire à faire et à la préhistoire à défaire.

Certes, une telle distance critique de toute stratégie violente et autoritaire ne s'est jamais confondue avec aucune liturgie pacifiste prête à tendre l'autre joue ; elle s'est exprimée, plutôt, par le refus cohérent de l'extrémisme bureaucratique, fils nihiliste d'une logique d'avant-garde politique séparée de la vie quotidienne.

Les situationnistes, et Vaneigem en particulier, ont toujours drastiquement opposé la critique radicale de la vie quotidienne à l'extrémisme militant de toute avant-garde politique aliénée.

Il était question, pour ces libertaires internationalistes enrégés, de refuser sans ambiguïté une stratégie fonctionnelle au système spectaculaire marchand : dans la société du spectacle, en fait, le projet de déconditionnement des sujets humains ne peut pas imposer de façon autoritaire et arbitraire ses raisons sans collaborer forcément aux raisons de l'ennemi.

Dans des conditions spectaculaires, il est essentiel de savoir attendre, ne mélangeant pas détermination et précipitation. Qui se bat contre le spectacle ne peut assumer des comportements spectaculaires sans se tromper de stratégie. Il faut savoir déjouer les pièges récupérateurs qui tendent à transformer les déserteurs de l'économie en militants. Chaque fois que la liturgie courante du parlementarisme dépasse les limites du crédible et du supportable, le spectacle pousse les activistes bornés à assumer le rôle de partisans d'un simulacre de guerre civile permanente.

Clarifier l'importance d'une troisième voie différemment révolutionnaire a été très difficile pendant les dernières décennies. Sans doute n'est-il pas aisé de faire émerger cette intelligence sensible au-delà du manichéisme du spectacle.

La pédagogie consumériste cultive l'ignorance des désirs authentiques et structure une personnalité autoritaire répandue parmi les citoyens spectateurs. Même la critique pratique - absolument nécessaire - du productivisme par une décroissance agréable, risque de virer à la névrose d'une nouvelle morale décroissante intégrée à l'exploitation capitaliste sous forme de renonciation et de sacrifice volontaires. La subjectivité sur laquelle se fonde une société humaine tend ainsi à se déliter, en se réduisant à une alternative binaire.

Les situationnistes disaient: « *La théorie révolutionnaire est maintenant ennemie de toute idéologie révolutionnaire, et elle sait qu'elle l'est* ». Ils avaient bien compris que la sacralisation du mouvement ouvrier en voie de disparition était devenue un simulacre idéologique. Bien peu d'individus ont donné l'impression de s'en rendre compte et la dénonciation d'une telle supercherie est passée pour une sorte de trahison du dogme ouvrieriste.

Le mysticisme absurde d'une telle sacralisation du prolétariat s'est manifesté tragiquement comme la fin d'une époque (celle de la lutte de classe traditionnelle) et comme crise d'identité du prolétariat en tant que classe de la conscience (conscience de classe), mais la décomposition de la gauche

anticapitaliste, réduite à un inconsistant fantôme idéologique, ne signifie pas aujourd'hui une victoire définitive du capitalisme. L'affaiblissement chronique de l'alternance de gauche dans les démocraties spectaculaires n'est pas, en perspective, une mauvaise nouvelle pour les révolutionnaires de la vie quotidienne, car elle permet le constat, et donc le dépassement, d'une manière historiquement inefficace de combattre le mode de production capitaliste dans sa phase finale d'économisme totalitaire.

La lutte de classes a subi une mutation qu'on doit intégrer dans la conscience pratique du nouveau prolétariat absolu.

La ruine de la partitocratie est en train de marquer de façon irréversible la fin de l'idéologie gauche (c'est le cas de le dire) de la politique spectaculaire. L'écroulement des **partis politiques formels** favorise l'émergence possible du **parti historique** du dépassement : le parti pris de la vie.

Certes, personne ne peut exactement évaluer la durée de ce processus, mais la classe de la conscience pourrait réapparaître, et peut-être bien quand plus personne ne s'y attend, du côté de la critique du travail au lieu de celui, absurde et humiliant, de son apologie.

La crise structurelle du système ne date pas d'aujourd'hui, mais elle est maintenant sous les yeux de tous. Au point que même les sbires soudoyés de l'économie politique s'affairent pour diffuser une propagande terroriste de « la crise » en en faussant les temps, les modes et les dynamiques pour mieux la coller à la vie quotidienne des citoyens spectateurs, incroyablement appelés à rembourser à leurs frais les gaspillages inconsidérés et les opérations insensées d'une économie financière fonctionnant en circuit fermé.

On vit, aujourd'hui, non pas l'énième crise économique mais une crise de l'économie politique tout court qui montre combien le système de pouvoir est, en fait, bien plus fragile que jamais. Il n'y a que l'insuffisance d'un projet alternatif au mode de production capitaliste et la faiblesse d'une radicale opposition antiproductiviste pour le faire apparaître invincible.

Le spectacle final de la chute du mur de la honte a produit une masse de serviteurs volontaires de gauche. Ils sont au service d'un « capitalisme éthique » pathétiquement opposé, en apparence, à l'indécence du pouvoir libéralisé et sans freins que l'hystérique fibrillation de volonté de puissance des droites prédatrices affiche comme programme unique.

Pendant que les partis formels se dissipent de plus en plus dans un effondrement mal maîtrisé, les chefs politiques et syndicaux de la gauche aux abois se recyclent en une impuissante opposition de manières (certains devenant même les camarades de pique-nique sournois et obscènes de la réaction et de l'affairisme mafieux le plus grossier), en se faisant impliquer dans le désastre collectif et dans l'intrinsèque corruption de la démocratie spectaculaire.

Ce que les mafieux font par cynique rentabilité, les critiques spectaculaires du spectacle, par contre, le font par pure idiotie, car il n'est pas concevable de combattre l'aliénation par des formes aliénées de contestation.

A quelle crédibilité s'attendre si on ne remet pas concrètement en cause les fondements inhumains du système capitaliste dont le productivisme pollue la planète entière et la vie quotidienne des êtres humains ?

Le fait de proposer à nouveau, ici, les éléments de réflexion et d'expérimentation d'un nouveau monde possible dont les situationnistes, et Vaneigem en particulier, ont enrichi le projet d'autogestion généralisée de la vie quotidienne, avant et pendant l'insurrection de mai, a pour but de relancer le projet commun d'émancipation individuelle et sociale de la subjectivité, en renouant avec le courage d'une utopie concrète qui n'a pas cessé de nous manquer depuis la défaite victorieuse de Mai '68.

Cela signifie, enfin, parier sur l'humanité de la femme, de l'homme et de l'enfant pour essayer d'impliquer les intelligences sensibles dans une dynamique de renversement de perspective de la vie que la volonté de vivre de chacun n'a jamais arrêté de désirer (et d'expérimenter, là où les situations étaient favorables) dans la poursuite de ce combat pour le bonheur tangible dont la fin des années soixante du siècle dernier n'a été qu'un début.

Sergio Ghirardi

Pas de béton, des jardins !

*Le texte qui suit a été écrit par R. Vaneigem en soutien à la lutte locale d'un collectif spontané de Turin qui, au cœur du royaume kafkaïen de Fiat, a transformé des terrains laissés dans une triste situation d'abandon en une joyeuse fête des **Jardins Potagers de Mirafiori**.*

Ces terres, entourant l'ancienne gare de chemin de fer délaissée par l'incurie du profit, ont retrouvé les couleurs de la vie, mais cela ne plait pas - et pour cause - aux marchands de mort du capitalisme. Ainsi cette lutte continue, sous la menace d'une intervention policière vouée à la défense, aussi symbolique que musclée, d'une propriété privée de tout et, notamment, désormais, privée de sens.

La terre appartient à qui la rend meilleure

Si une municipalité se montrait soucieuse du bien-être des citoyens, dont elle sollicite les suffrages et qu'elle est donc censée servir et représenter, elle entreprendrait de transformer partout les terrains vagues et les bâtiments inoccupés ou parasitaires en jardins, en potagers, en vergers. Alors que l'appauvrissement progresse et, avec lui, la violence inhérente à la misère et au désespoir, quoi de plus simple, de moins coûteux et de plus efficace que d'encourager la population à cultiver des lopins de terre et à améliorer ainsi ses moyens de subsistance ?

Une communauté résolue à multiplier les arbres fruitiers, les fleurs et les légumes n'est-elle pas le meilleur garant d'une solidarité capable de désamorcer la délinquance que les pouvoirs dits « publics » affirment si souvent redouter ? Cette façon d'aérer, d'égayer et de nourrir les villes devrait être le cheval de bataille de tout homme politique sincèrement préoccupé par le bien-être de ceux

qu'il appelle ses administrés. Une telle mesure n'a en soi rien de révolutionnaire, elle s'inscrit seulement dans un plan de réformes capables de prendre en compte les intérêts de la population.

Mais l'Etat et les pouvoirs régionaux montrent par leur cynisme et leur incompétence qu'ils se moquent des citoyens. Ils sont à la botte du marché mondial, des puissances de l'argent, des hommes d'affaires, des mafias locales et internationales. La corruption n'en finit pas de ronger un système de représentation factice où droite et gauche sont désormais interchangeables parce que les élus ne représentent plus que leurs intérêts personnels, conjugués aux intérêts du marché mondial. Nos démocraties parlementaires sont devenues des démocraties véreuses gouvernées par les banques.

Or cette planète partout dévastée par la cupidité, stérilisée par le profit, bétonnée par le calcul égoïste et absurde, c'est à nous qu'il appartient d'en revendiquer la propriété collective. C'est à nous de l'arracher aux multinationales, qui la condamnent à dépérir pour en tirer un ultime bénéfice et l'investir sottement dans une bulle spéculative vouée à imploser.

Se réapproprier l'eau, fertiliser le sol, recourir aux énergies renouvelables et gratuites, instaurer l'autogestion généralisée, voilà les seuls moyens de sauver la société du désastre dont la menace cet argent fou qui tourne en rond en s'épuisant et en épuisant ce qui subsiste de vivant en nous et autour de nous. Ne s'agit-il pas de remettre sur ses pieds un monde à l'envers dont les aberrations oppriment et crétinisent ?

Comment tolérer que la servilité des médias accrédite cet incroyable tour de passe-passe où l'on voit le parasitisme des mafias financières et de l'Etat escroc dénoncer comme parasites les victimes de ses malversations ? Ainsi, les parasites ne seraient pas les puissances bancaires qui ferment les entreprises pour enrichir leurs actionnaires mais bien les chômeurs, les déshérités, les malades, les exilés, les exclus, les bénéficiaires des acquis sociaux pour lesquels le prolétariat s'est battu si longtemps : retraites, allocations de chômage, sécurité sociale, bourses d'études, aides à la création.

Un système de profit semant partout la misère et la ruine pointe comme responsables du malaise psychologique et social ceux qui en pâtissent le plus. La conscience est-elle si avilie et l'intelligence si abâtardie que l'énormité d'un tel mensonge passe pour un état de fait auquel il faut se résigner ?

Allons-nous continuer à nous laisser expulser de la vie comme de cette terre qui doit appartenir à qui la rend meilleure ? Dans une époque où le retour du bouc émissaire permet aux politiciens de tourner contre le tsigane, le juif, l'arabe, l'homosexuel, l'étranger, l'en-dehors la colère suscitée par la dictature des puissances financières, notre résolution de créer collectivement des espaces et du temps affranchis du quadrillage policier de la marchandise doit rester notre objectif prioritaire, parce que de tels lieux d'activité restaurent à la fois et la solidarité et la gratuité, toutes deux incompatibles avec la dictature de l'argent et du pouvoir.

C'est au départ d'initiatives apparemment anodines que la lutte se généralisera peu à peu. En Grèce, les conducteurs de voiture refusent les péages (on lève la barrière et on passe) et les parcmètres, que l'on rend inutilisables. L'argument juridique revendique pour le réseau autoroutier le caractère d'un bien public sur lequel les entreprises privées n'ont aucun droit de prélever un tribut. C'est un exemple qui mériterait de s'étendre au refus de payer les transports publics et d'acquitter les taxes ou impôts, qui servent désormais à nourrir les malversations de la finance internationale et les marchés de l'endettement lucratif.

La seule arme absolue capable d'éradiquer l'économie marchande, c'est la gratuité de la vie, une vie qui a la faculté de se propager par effet de résonance. Voilà ce que le chaos organisé par les multinationales tente à tout prix de dissimuler aux individus et aux collectivités en propageant la morbidité, le désespoir, la haine, l'autodestruction. La confusion émotionnelle, attisée par les derniers prédateurs, pousse aveuglément une communauté contre une autre, déchaîne l'agressivité des individus. C'est une peste qui n'est ni noire, ni brune, ni rouge mais multicolore car, de droite comme de gauche, les manipulateurs populistes en propagent le virus afin de s'arroger un pouvoir de guérisseur et de

purificateur. Mais cette maladie du ressentiment qui ronge la société ronge aussi de l'intérieur leurs sottises prétentions spectaculaires

Même les policiers n'ignorent plus à quel point la construction de grands ensembles et de parkings a constitué des milieux criminogènes. Qu'ils tentent aujourd'hui de décourager la pacifique initiative qui veut rendre son humanité au paysage urbain, et ils seront demain confrontés au pire : aux émeutes de la faim, de l'ennui, du désespoir, au pillage des supermarchés, à la folie agressive, à la guerre de tous contre tous ! Eux qui sont guettés de plus en plus par le malaise général, comment pourraient-ils l'ignorer ?

Le projet « Pas de béton, des jardins ! » est un cri de résistance joyeuse qui va se répandre partout et éradiquer peu à peu cette haine née de la frustration et du sentiment d'être exclu de sa propre vie. Nous voulons retrouver le charme de l'errance urbaine, le mariage de l'utile et de la beauté, l'ensoleillement d'une culture maraîchère où puissent fleurir aussi les œuvres d'art que tant d'artistes anonymes n'ont jamais eu l'occasion de livrer au regard des autres. Nous voulons disposer librement de zones de création, de rêverie, de poésie ; ou, nous avons un droit imprescriptible à la jouissance de lieux où la vie se restaure pour partir à l'assaut d'un monde principalement gouverné par la mort.

Nous n'avons pas besoin d'armes mais nous saurons montrer que les armes de l'argent, de la corruption et du pouvoir ne l'emporteront pas sur nous.

La conquête de la terre par la volonté de vivre souveraine implique seulement une mobilisation collective, passionnelle et consciente, qui a besoin, non de violence aveugle, mais d'une fermeté résolue à « passer outre » à toute mesure coercitive et à briser tout ce qui tenterait de l'entraver. La désobéissance civile ne progressera que là où nous construirons les conditions d'une vie meilleure.

Raoul Vaneigem, le 20 janvier 2011

Loin de l'époque où, sous les pavés, on pouvait déceler la plage, on lève aujourd'hui les yeux sur l'eau au-delà de l'horizon :

Mare nostrum : aux frontières de la Tunisie, le monde

Dans certaines situations le spectacle peut aussi inclure la burqa mais il est, désormais, assez souvent, sans voiles.

Ce n'est plus seulement le roi de service - de plus en plus virtuel et interchangeable - qui est nu. Ses serviteurs volontaires, toujours plus vulgaires et impuissants, le dépassent dans le strip-tease « hardemment » dansé au rythme du refrain républicain.

Au-delà de la propagande officielle qui décrit toujours l'islamisme (dont les moyens de manipulation des consciences se limitent à un terrorisme archaïque, odieux, certes, mais sans perspectives de long terme) comme l'apocalypse qui nous guette, le cynisme marchand de l'Occident judéo-chrétien préfère - comme en Afghanistan, en Iran ou en Iraq - une bonne régression islamiste qu'on peut diaboliser à une irrécupérable volonté populaire de s'émanciper de tous les salauds qui s'engraissent au nom du peuple souverain dans des démocraties spectaculaires.

Le spectre d'une démocratie directe et d'une autogestion généralisée de la vie quotidienne hante plus que jamais les nuits et les jours des serviteurs volontaires du capitalisme planétaire.

D'un côté, la Tunisie et, dans la foulée, l'Égypte ont ouvert le bal d'une émancipation possible du colonialisme spectaculaire marchand additionné à l'obscurantisme islamiste.

Sur l'autre rive de la même mer, la situation italienne offre un cas exemplaire de la décomposition de la nouvelle relation de soumission que le dépassement capitaliste de la lutte des classes a instaurée au quotidien entre les dominants et les dominés dans la société du spectacle intégré. Ainsi l'Italie est-elle à l'avant-garde au moins pour une modernité : celle de la barbarie.

On sait que, au delà de toute idéologie, quand un mode de production ne peut plus évoluer, il est destiné à disparaître. Pour des raisons que la critique de l'économie politique a expliqué depuis longtemps, le capitalisme a été capable de faire d'une telle condamnation inéluctable une dernière occasion planétaire de profit, en prolongeant la durée de sa chute au prix du risque de disparition de l'espèce humaine. Il est ainsi en train de provoquer des dommages catastrophiques pour ceux qui sont en train de vivre une si terrible transition.

La force de travail d'autrui étant la mine inépuisable de ceux qui s'enrichissent, justement, par l'appropriation et l'exploitation du temps de travail abstrait des êtres humains, nous sommes en balance entre un monde qui n'existe plus et un autre qui n'existe pas encore, entre la barbarie d'une civilisation du travail qui vient à manquer et l'utopie d'une société du temps libre qui ne peut pas être reconnue comme progrès, comme temps créatif et comme émancipation collective du travail salarié.

Le passage possible et souhaitable de l'économie de la catastrophe à la société du don est devant nous, hébétés à l'idée d'une révolution qu'ils nous ont tellement appris à craindre que nous risquons, désormais, de crever de soif à un pas de la fontaine que l'exploration subjective du vivant - en route depuis des millénaires d'histoire - a placée devant notre destin de primates à l'humanité déficiente.

Nous sommes devenus des singes dont les yeux ne savent pas voir la réalité, mais seulement l'apparence ; des avortons simiesques dont les oreilles ne perçoivent plus le bruit gai de l'eau qui ruisselle mais seulement celui, obsessionnel, de l'argent qui a fait de l'eau une propriété privée ; des anthropoïdes dont les bouches ne savent plus parler librement après avoir pensé avec l'intelligence sensible d'un corps jouissif, mais seulement réagir en

consommateurs frustrés et névrotiques face à un quelconque spot publicitaire qui chatouille le fétichisme de la marchandise ou le narcissisme politique.

Warhol était encore optimiste : quinze secondes de célébrité anonyme en crachant des conneries sur un blog où on peut apparaître « confortablement », dans un monde aussi virtuel que ses désirs. Voilà l'aspiration maximale des zombis qui haïssent leur leader d'aujourd'hui pendant qu'ils en choisissent avec enthousiasme un autre qu'ils haïront demain.

Jamais comme en ce moment, la réalité italienne ne s'est montrée plus appropriée pour expliquer la théorie de tout un système planétaire accroché à un seul mode de production globale : le capitalisme.

Pour arriver à une situation si grotesque, l'Italie vient de loin.

Depuis la fin de l'Empire romain quand les barbares s'installèrent dans le vide du pouvoir d'une Rome déchue, survivant avec les béquilles du christianisme, jusqu'au vingtième siècle, avec l'épopée d'une résistance courageuse mais minoritaire au fascisme et la reconstruction d'une société libéraloïde bien plus chrétienne que démocratique, l'Italie a repoussé, avec l'accompagnement du chœur souriant et bordelique de don Camillos et Peppones, le souvenir vénérable d'un « *ventennio* » minable et destructeur.

Incroyable mais vrai, le pire était, peut-être, encore à venir, car le fascisme est avant tout une structure caractéristique perverse qui peut s'appuyer sur n'importe quelle idéologie.

Tous les fascismes produisent nécessairement une représentation immodérée de grandeur provinciale, avec des rituels et des mythes sacralisant les idioties les plus banales, du sacré Graal à l'ampoule d'eau d'une rivière hyper polluée comme le Pò traversant la plaine qui porte son nom.

Nationaliste comme le Reich des nazis ou régionaliste comme la Padania affabulée par la Ligue Nord, tout délire fascisant est structuré et poussé par l'intime et secrète conviction du vide intérieur que dux et adeptes partagent. Les fascismes naissent pour exorciser par la haine la peur de vivre, en favorisant la compulsion à serrer les dents avant de crever suffoqués par le ridicule, noyés

dans l'huile de ricin qu'on s'empresse de faire boire aux victimes au moment éphémère du moindre triomphe barbare.

Même les masochistes les plus invétérés ne peuvent aimer les dictatures de façon durable. Celles-ci sont toujours trop stupides et sanguinaires pour ne pas devenir insupportables, un jour ou l'autre, pour les idiots utiles qui n'ont pas pu, ou su, s'approcher des caisses pour se servir.

Le réflexe de mort pousse facilement les serviteurs volontaires à l'exorcisme autoritaire, à la soumission face au protecteur démagogique et paternaliste, mais une telle stupidité finit toujours par se briser sur l'instinct rocheux de la volonté de vivre, chaque fois que le château de carte soutenu par fusils, matraques et propagande rencontre la moindre résistance d'une poésie authentique.

Le surhomme, avec ou sans talonnettes, est toujours l'image renversée du petit homme minable qui ne supporte pas de se voir dans le miroir.

D'un côté, en Tunisie, l'énième Ceausescu de service, cerbère lâche et misérable au delà des idéologies, a profité de la rhétorique démagogique d'une politique affairiste pour ramasser et terroriser, surveiller et punir avec l'aval de toutes les démocraties spectaculaires d'un Occident de plus en plus en proie aux coliques d'un ékonomisme totalitaire en crise de profit. Résultat : exit Ali et les quarante voleurs.

De l'autre côté de la même mer, dans une ambiance de désintégration des valeurs fondatrices de la volonté de vivre collective, deux épisodes de la tragédie de l'art qui traverse l'Italie contemporaine (les mésaventures de Fiat et de Berlusconi) invitent les êtres humains rescapés de l'effondrement total de la représentation politique à s'opposer à un pouvoir sombrement ridicule.

L'Italie de Mirafiori est une tragédie annoncée pour tous les pays du monde. Le productivisme est inhumain et sans avenir, mais les derniers patrons de l'exploitation demandent à leurs esclaves - ici avec un referendum bidon, là en faisant rembourser aux familles les balles avec lesquelles ils les fusillent, toujours « démocratiquement », bien entendu - de se soumettre à la souffrance nécessaire à la perpétuation du système.

A force de se shooter avec des doses de profits financiers toujours plus importants, les drogués de l'économie politique sont désormais partout en manque. Ils peuvent bien, aux quatre coins de la planète, pousser peuples et individus à s'endetter pour les accrocher à leur vice et leur faire partager le désastre. Rien n'y fait. Pour satisfaire le métabolisme altéré de l'économie capitaliste, plusieurs planètes sont désormais nécessaires. Or, la seule planète disponible commence à présenter des signes évidents de nécrose, en raison de son exploitation intensive.

Pour la première fois dans l'histoire, l'alliance entre la nature et la volonté d'émancipation de femmes et d'hommes libres apparaît comme inéluctable.

Pour la première fois on ne pourra plus continuer à exploiter les êtres humains au nom du progrès, quand, avec une évidence croissante, le seul progrès envisageable devient la fin de l'exploitation de la terre et de l'être humain.

Les premiers aperçus de la grève de la nature incitent à la grève générale contre une idéologie du travail qui prétend résoudre le problème du chômage en produisant des millions de voitures gadgets de luxe - l'exemple de Fiat Mirafiori n'est que le plus récent parmi beaucoup d'autres où le serpent du profit se mord la queue - que personne n'achètera sinon au prix d'une pollution désormais communément dénoncée comme insoutenable.

Le développement durable consiste donc en une arnaque double : œuvrer à l'opposé de toute la sensibilité écologique qui conditionne désormais le marché global (ecosensibilisme dont on se remplit idéologiquement la bouche et économiquement les poches), en produisant avec la main de la droite ce dont on prêche l'abolition avec la main de la gauche.

La société de consommation n'est pas durable, ni d'un point de vue écologique, ni d'un point de vue énergétique. Continuer d'avancer en cette direction, en France comme en Italie, aux Etats Unis comme en Chine, signifie aller objectivement vers la catastrophe.

Qui a voté non à Mirafiori ? A peu près la moitié des ouvriers impliqués dans le psychodrame, mais ces prolétaires ont un soutien bien plus fort que celui de la FIOM (syndicat italien des ouvriers métallurgistes, le seul qui a lutté pour le non

au referendum de Turin) : le syndicat spontané de la nature qui ne prévoit pas de contrats, mais seulement des grèves générales.

Où pense-t-il déplacer Fiat, Mr. Marchionne, face à une telle intolérable absence de démocratie participative de la part de la nature ? Sur Mars peut-être, ou plus modestement sur la Lune ? Qu'il y réfléchisse, pendant qu'il compte ses stocks options.

Le problème, néanmoins n'est pas tellement celui des Marchionne, mais plutôt et surtout, le nôtre.

Bien pire que les derniers zombis terroristes religieux ou politiques, les hommes d'affaires sont les plus dangereux nihilistes du présent. Chacun d'eux sait pertinemment ce que déclenchent leurs bombes productivistes en agriculture, dans les transports, dans la médecine, etc., et ils s'en foutent. Ils ont fait du monde un désert émotionnel et social et ils continuent de l'appeler progrès. Ils sont prêts à calculer les morts du nucléaire, de l'amiante, des incinérateurs ou du despotisme de la vitesse en tant que coûts, tout en pleurant officiellement sur les cadavres encore chauds pendant qu'ils encaissent leur démesuré salaire de la peur comme des rescapés heureux d'une dernière victoire avant de crever eux aussi.

Le oui à Marchionne, et je le dis en le considérant une tragique destinée, sans le moindre moralisme ni culpabilisation, est un acte de prostitution collective dans une société italienne qui s'y connaît en ce genre de choses.

Qui, sinon un démagogue obscurantiste, peut condamner la prostitution du prolétaire qui souhaite survivre un peu mieux, nourrir ses enfants, rembourser la dette du micro financement dans lequel il est tombé comme beaucoup d'autres ? La même considération est valable pour ceux qui se prostituent de façon plus traditionnelle, non pas en tant que salariés mais en tant que courtisans.

Toute époque barbare produit ses exploités, ses chantages économiques, ses misères et ses courtisans. Qui subit le chantage est misérable, mais celui qui en profite est un exploiteur honteux.

Je ne veux pas juger qui est le pire de l'ouvrier qui accepte de voter oui à Marchionne ou des potiches qui se font sodomiser pour un « salaire »

certainement plus consistant mais pas moins humiliant. Dans une société de castes où est-elle passée la conscience de classe ?

L'aliénation concerne tout travail et la sexualité séparée de l'amour sensuel - dont les caractéristiques sont la gratuité, le don et le jeu réciproque de l'affectivité - a constitué dans le temps la matière du plus vieux métier du monde. D'une telle conscience prolétaire absolument radicale, peut partir une critique de la société du travail en voie de relative disparition, dont l'idéologie, néanmoins, est toujours rayonnante telle une barbarie collectivement sacralisée.

Puisque cela produit une augmentation de la valeur économique abstraite dont le capital se nourrit, on continue à faire marcher le cadavre d'un monde qui ne distribue pas les richesses pour le plaisir de tous, ni ne favorise l'activité nécessaire à produire ces richesses de façon équitable et fraternelle ; un monde qui, accessoirement est au service de la nécessité de ces malades qui mettent en scène sous forme de pouvoir une puissance qui leur fait dramatiquement défaut.

L'impuissance véritable est l'impuissance à aimer, et l'amour est la capacité à faire fonctionner de façon orgastique le corps individuel et social dans sa totalité poétique, loin du matérialisme mécaniste de grotesques machines productrices d'orgasmes mercenaires, mais aux antipodes aussi des discours et des pratiques mystico spiritualistes d'un amour désincarné, avide de renoncements, souffrances et humiliations.

Tout de blanc vêtu comme une éjaculation, le Pape lui-même nécessite une éducation sexuelle quand il revendique la foi comme un tabou pour la jouissance de la connaissance et pour la connaissance de la jouissance. Ni plus ni moins que d'autres masques caricaturaux du pouvoir, sa relation avec le corps sexuel est une relation castrée par les sentiments de culpabilité et par la volonté de puissance.

Pouvoir et impuissance fonctionnent en couple dans le plus réussi des mariages tant qu'on cherche désespérément à exorciser sa propre castration en affabulant, comme tout fasciste, des untermenchen ou des diables.

Il y a partout, aujourd'hui, dans l'aire rendue morbide par un pouvoir misérable et par une opposition fantôme qui l'est autant, une excitation voyeuriste autour de la pauvre génitalité impuissante d'un individu accroché à son phallus comme à une bouée dégonflée. Le masque de Berlusconi est tellement triste qu'il m'invite à ne pas rentrer dans le jeu, à ne pas tirer sur les ambulances, sans se priver, néanmoins, en dehors du spectacle, du salutaire nettoyage social nécessaire à la reconstitution de la puissance orgastique, de la générosité, du don, de la gratuité scandaleusement bafoués.

Je comprends la rage de ceux qu'on a pris pour des débiles une fois de plus et de façon toujours plus ridicule et abjecte, mais je ne veux pas participer au sabbat de l'impuissance ni au scandale excité d'un moralisme de sacristie qui réunit dans une promiscuité ambiguë et sexophobique prêtres et enfants de chœur, flics et moralistes, éducateurs et filles bon chic bon genre, jeunes et vieux d'une république fondée sur le travail aliéné et sur sa sacralisation forcenée.

Indignons-nous (et plus si affinités) de l'impuissance à vivre dont le totalitarisme de l'économie a ensemencé le monde en le transformant en un bordel lié à une usine globale gardée à vue par des églises, des palais, des coupoles mafieuses, des mosquées, des synagogues et des supermarchés. Commençons à transformer toutes ces cathédrales de l'aliénation salariée en bistrots, en maisons d'un peuple qui ne veut plus de leaders ni de petits pères du peuple.

La liberté, l'égalité et la fraternité dans un climat d'harmonie sensuelle, me renvoient à travers des époques diverses vers un présent éternel. Celui de la poésie de Fourier, de Lafargue, de Vaneigem, là où disparaissent, enfin, les visages parcheminés de misères des riches et des stakhanovistes flétris par des ergothérapies douteuses.

Ces fantômes du passé ne sont plus rien, mais le travailleur aussi n'est rien, s'il n'est pas révolutionnaire. Rien qu'une fonction du capital.